

Monsieur le président, permettez-moi d'abord de profiter de cette occasion pour vous remercier de l'excellent travail que vous avez accompli, de concert avec le comité du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Association canadienne des Nations Unies, dans l'organisation de cette conférence.

Distingués invités, chers participants, c'est dans un esprit de célébration et de réflexion que le Canada a choisi de marquer le 50<sup>e</sup> anniversaire des Nations Unies [ONU]. Le Canada compte parmi les défenseurs les plus fervents de cette organisation et de son renforcement au moyen d'une réforme d'envergure. Que ce soit dans les domaines du maintien de la paix, des droits de la personne, de l'environnement ou de la santé, entre autres choses, la contribution de l'ONU mérite une profonde et juste reconnaissance. Le rôle des Canadiens, qui ont acquis une réputation de chefs de file mondiaux dans plusieurs sphères d'activités onusiennes, a aussi tout lieu de susciter notre fierté. Mais nous ne pouvons que constater que l'ONU, qui soulevait tant d'optimisme il y a encore peu de temps, a été significativement ébranlée sous le poids des récents conflits. Faut-il pour autant la bannir? Démonstrons plutôt que nous sommes aptes à tirer des leçons de l'histoire, des succès et des échecs que nous attribuons à l'ONU, de façon parfois inégale, afin d'assurer la revitalisation de cette seule organisation à vocation universelle.

Il serait souhaitable qu'une réflexion collective, qui fait appel à la participation des individus et des États, se poursuive bien au-delà de l'année en cours, et qu'elle fasse preuve de vision et de générosité lorsqu'elle traite des questions fondamentales que sont la paix et la sécurité ainsi que le développement, lesquels ne sont que deux aspects d'une même problématique. Mais lucidité et franchise sont aussi nécessaires lorsqu'il s'agit de fixer les limites de l'engagement que les États sont prêts et capables d'assumer.

Il est impératif que l'exercice entamé à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire conduise à des décisions sur la direction à donner à l'ONU, à ce moment crucial de l'histoire marqué par l'incertitude mais aussi par l'espoir de trouver des solutions durables aux terribles maux de notre époque. Je me félicite que cet espoir ait fait naître autant d'initiatives, au pays et à l'étranger, et à ce titre, je citerai l'importante contribution de la Commission sur le gouvernement global [Global Governance Commission] qui a récemment publié son rapport.

Je me réjouis donc vivement de la tenue de cette conférence, et j'espère que les propositions d'avenues concrètes de réforme qui sortiront des débats nous aideront à orienter la trajectoire de l'ONU, dont nous avons tant besoin en tant que véhicule de paix, de sécurité et de développement à l'entrée du XXI<sup>e</sup> siècle.

Ceux qui ont pu suivre l'ouverture de la 49<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations Unies en septembre 1994, se souviendront que le